

Au programme des présidentielles

Michel Husson, *Regards*, Décembre 2006

Depuis plusieurs années, le corps social manifeste son rejet du néo-libéralisme sous des formes variées, les trois dernières en date étant le Non au référendum, les émeutes en banlieue et le mouvement anti-CPE. Mais il paraît que l'offre électorale disponible devrait nous conduire à un face-à-face Sarkozy-Royal qui ne traduit pas, c'est le moins qu'on puisse dire, ce rejet massif. Expliquer ce grand écart n'est évidemment pas facile. Mais cette question peut être éclairée par un rapide examen des démarches programmatiques.

Côté libéral, la situation est indécise et ne devrait pas être clarifiée par la démagogie électorale. Il y a en effet deux manières pour la droite de tirer les leçons de l'échec du CPE. L'une d'entre elles consiste à sauter par-dessus l'obstacle et de se donner directement comme objectif une remise en cause frontale du droit du travail. La seconde serait d'explorer les voies d'un compromis entre la flexibilisation du marché du travail et un renforcement formel des garanties sociales. Le débat qui parcourt actuellement les sphères libérales sur le contrat de travail (unique ou pas ?) est un bon exemple de ces hésitations. Il est frappant également de constater que certains libéraux pensent, comme le soulignait déjà le rapport Camdessus, qu'on ne peut aller beaucoup plus loin sur la voie des allègements de cotisations sociales. On tombe ici sur une autre contrainte de tout projet néo-libéral : il doit baisser le coût du travail tout en prévoyant des filets de sécurité ; mais ceux-ci ne doivent pas être trop coûteux pour un Etat que l'on veut « alléger ». C'est pourquoi un tel projet combine forcément plusieurs points d'application : le coût du travail, les dépenses publiques mais aussi le budget de la Sécu. Dans ce panorama, les propositions de Sarkozy et Fillon, centrées sur l'idée de « libre choix », semblent privilégier la piste d'une individualisation accrue du rapport salarial.

Côté social-libéral, le projet du PS part des mêmes considérants : il faut être compétitif et flexible. Il ne peut donc proposer autre chose qu'une combinaison différente entre flexibilisation et sécurisation, avec une augmentation du Smic (qui ne s'écarte pas vraiment de son évolution passée), des mesures dites de sécurisation des parcours professionnels, et un vague projet de réforme fiscale. Aucune leçon ne semble avoir été tirée de la déclaration calamiteuse de Jospin expliquant que l'Etat ne peut rien. L'intervention gouvernementale se réduirait à l'organisation de « grandes conférences entre partenaires sociaux » sur tous les sujets à propos desquels le PS se garde d'avancer un objectif précis, qu'il s'agisse des salaires ou de la durée du travail. Force est de le constater : la pression du mouvement social sur le PS n'a pas été suffisante pour qu'il se sente obligé de reprendre, au moins de manière rhétorique, un certain nombre de ses aspirations. La désignation de Ségolène Royal marque de ce point de vue l'échec durable des courants du PS qui avaient cru pouvoir jouer un rôle de relais interne.

La gauche radicale propose de rompre avec le néo-libéralisme et la cohérence de ce projet repose sur une idée simple : on ne peut rien changer à la situation actuelle sans modifier profondément la répartition des richesses. Pourquoi ce programme n'est-il pas aujourd'hui perçu largement comme le prolongement naturel des mobilisations et des révoltes ? L'une des principales raisons est nous sommes face à une droite particulièrement dure et dangereuse. Comme aux dernières élections régionales, le PS peut sembler être le meilleur outil pour battre cette droite, sans d'ailleurs que ce « vote utile » implique un soutien enthousiaste à son action passée et à son programme. Plus la droite est dure, plus la gauche peut se permettre d'être molle, parce qu'elle peut se présenter, à bas prix, comme un moindre mal. Telle est sans doute la clé du paradoxe. Mais l'expérience des deux dernières décennies devrait montrer que c'est un calcul à courte vue : faute de véritable alternative, la gauche molle prépare l'alternance et le retour d'une droite encore plus remontée. Pour reprendre le jargon des économistes, cette gauche est substituable à la droite à court terme, mais l'une et l'autre sont complémentaires à moyen terme. Pour rompre ce cycle infernal, un bon programme ne suffit pas : la gauche radicale doit convaincre largement qu'elle est capable - et désireuse - de bousculer cette redoutable mécanique.